

ACTION URGENTE

UKRAINE. LA POLICE DOIT PROTÉGER LES MILITANTES ET MILITANTS DES DROITS DES FEMMES

Un peu partout en Ukraine, des défilés organisés à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, ont été entachés de violences à l'égard de personnes qui manifestaient pacifiquement. Des groupes d'extrême droite ont agressé physiquement et menacé des militantes et militants des droits des femmes qui participaient à ces événements. La police locale se dit incapable d'offrir une protection contre les groupes d'extrême droite.

Le 8 mars, à Oujgorod, dans l'ouest de l'Ukraine, une dizaine de **militantes et militants des droits des femmes** ont défilé pacifiquement à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Pendant la manifestation, un groupe de quatre femmes et deux hommes appartenant à *Karpatska Sich*, une organisation de droite, s'en est pris aux personnes qui participaient à l'événement, les aspergeant de peinture rouge. **Vitalina Koval**, militante des droits des femmes et des LGBTI et l'une des organisatrices de l'événement, fait partie des personnes prises pour cible. Elle reçoit actuellement des soins pour des brûlures chimiques à l'œil dues à la peinture. La police a arrêté le groupe d'assaillants et a inculpé trois d'entre eux de hooliganisme et de crimes de haine, mais ils ont été relâchés quelques heures plus tard.

Le 12 mars, dans un café, des membres de *Karpatska Sich* ont encerclé un militant qui avait participé à un défilé à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, **Alexandre Peressolyak**, et l'ont menacé. *Karpatska Sich* a ensuite posté sur sa page Facebook une photo sur laquelle figuraient 18 hommes au visage flouté, vêtus de noir, qui faisaient pour certains le salut nazi. La légende de la photo était la suivante : « [voici] l'un des groupes nationalistes qui font régner l'ordre dans la ville et donnent des leçons à [ceux] qui sont payés par les autorités ou par des criminels, et sont prêts à oublier la morale, les lois de la dignité [et] la conscience morale et à faire ce qu'on leur ordonne de faire ». Le 13 mars, **Ivan Danatsko**, un militant de la région, s'est rendu au poste de police local et a déposé une plainte contre une manifestation de droite prévue pour le 17 mars, invoquant la probabilité que des symboles nazis, interdits en vertu du droit ukrainien, y soient exhibés. Ivan Danatsko a diffusé une photo de sa plainte sur Facebook. Trois heures plus tard, il a été agressé dans la rue par des membres de *Karpatska Sich* à Oujgorod. Le même jour, **Ivan Dioulaï**, qui avait lui aussi participé au défilé du 8 mars, a également été attaqué et frappé dans le centre-ville d'Oujgorod, en plein jour.

Un grand nombre de personnes d'extrême droite devraient se rassembler le 17 mars à Oujgorod, pour célébrer le 79^e anniversaire de la proclamation de la République carpato-ukrainienne. Étant donné que la police locale n'a pas protégé les participants du défilé du 8 mars contre les attaques des militants de droite, les personnes LGBTIQ et d'autres militants locaux craignent que leur sécurité et leur bien-être ne soient menacés lors du rassemblement du 17 mars. Ils ont critiqué publiquement sur les réseaux sociaux la passivité de la police locale, qui est tenue de garantir l'exercice pacifique des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en ukrainien, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exprimez votre profonde préoccupation face aux menaces et aux violences qui ont entaché les manifestations organisées dans le pays à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, et engagez les autorités à mener sans délai une enquête efficace et impartiale sur toutes les attaques perpétrées contre des militantes et militants et à faire le nécessaire pour que les responsables présumés rendent compte de leurs actes ;
- appelez les autorités à garantir un environnement sûr pour que les militants d'Oujgorod puissent exercer leur droit à la liberté de réunion et d'expression, en adoptant des mesures efficaces pour protéger ces personnes, en particulier celles qui défendent les droits des femmes et des LGBTIQ, contre toute nouvelle agression ou tentative d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 AVRIL 2018 À :

Chef de la police de l'oblast de Transcarpatie

Roman Stefanyshyn
Vul. F. Rakotsi, 13
Uzhgorod wil, Zakarpatska oblast,
Ukraine, 88000
Courriel : cunp@zk.npu.gov.ua
Formule d'appel : Dear Mr. Stefanyshyn, /
Monsieur,

Responsable du parquet de Transcarpatie

Volodymyr Havrylyuk
Vul. Kotsubinskoho 2A, Uzhgorod
Zakarpatska oblast, Ukraine, 88000
Fax : +38 (0312) 61-23-91
Courriel : vvern@zak.qp.gov.ua
Formule d'appel : Dear Mr. Havrylyuk, /
Monsieur,

Copies à :

Gouverneur de l'oblast de Transcarpatie
Hennadiy Moskal
Pl. Narodna, 4 Uzhgorod
Zakarpatska oblast, Ukraine, 88008
Fax : +38 (0312) 69 60 78

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ukraine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UKRAINE. LA POLICE DOIT PROTÉGER LES MILITANTES ET MILITANTS DES DROITS DES FEMMES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En 2017 et en 2018, les violences commises par des groupes de droite en Ukraine ont augmenté. En 2017, des membres de groupes de droite ont pris pour cible plusieurs événements consacrés aux droits des femmes et des LGBTIQ à Kiev, Lviv, Zaporijia et dans d'autres villes d'Ukraine, interrompant ces événements et, dans certains cas, blessant des participants. La police ukrainienne n'a pas réagi de manière adéquate à ces attaques et n'a que rarement arrêté leurs auteurs. Dans tous les cas où des agresseurs ont été arrêtés, ils ont été inculpés de faits mineurs de hooliganisme et libérés peu de temps après.

Cette année, des militantes et militants des droits des femmes, un peu partout en Ukraine, ont organisé des défilés pacifiques le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Des personnes de droite ont agressé des participants à Kiev, Lviv et Oujgorod. À Lviv, les assaillants ont jeté des briques sur un tramway dans lequel se trouvaient des militants qui quittaient la manifestation, mais malgré l'existence de preuves vidéo de l'attaque, personne n'a été arrêté. Plus tard dans la journée, un autre participant à la manifestation a eu une fracture du crâne après avoir été battu, selon les informations recueillies, par des militants d'extrême droite à proximité de son domicile.

À Kiev, le défilé de la Journée internationale des droits des femmes a également été marqué par des violences commises par des groupes de droite. Les assaillants ont lancé de la peinture sur les personnes qui participaient à la manifestation. Non seulement la police n'a pas appréhendé les agresseurs, mais elle a arrêté une des organisatrices de l'événement, **Olena Chevtchenko**, pour « atteinte à l'ordre public pour mener des manifestations publiques ». Le 12 mars, dans le cadre de cette affaire, une audience a eu lieu devant un tribunal de Kiev, mais elle a dû être ajournée après l'irruption dans le bâtiment d'une vingtaine d'hommes qui ont menacé de s'en prendre à Olena Chevtchenko et à son avocate, Oxana Gouz. Elles ont dû appeler un service de sécurité privé pour pouvoir quitter les lieux.

Noms : des militantes et militants des droits des femmes dans toute l'Ukraine (dont Vitalina Koval (f) et Olena Chevtchenko (f)), et d'autres militants, dont Alexandre Peresolyak (h) et Ivan Dioulaï (h)

Femmes et hommes

AU 57/18, EUR 50/8066/2018, 16 mars 2018